

En matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, les données des études et enquêtes récentes relèvent d'énormes disparités et privations, notamment selon les caractéristiques sociodémographiques et socio économiques. Les ménages en milieu rural sont ceux qui subissent beaucoup plus la privation relative à l'accès à l'eau et à l'utilisation des latrines ; la quasi totalité des ménages urbains (97%) consomment de l'eau potable alors qu'un ménage sur quatre (24%) en milieu rural utilise de l'eau des puits non busés, des mares et des rivières, source de plusieurs maladies, notamment les maladies diarrhéiques. La pauvreté demeure l'une des caractéristiques qui rend vulnérable les populations au regard de l'accès et de l'utilisation de l'eau potable, 22% des ménages les plus pauvres consomment de l'eau non potable contre 5% des ménages les plus riches. En fait, la privation en ce qui concerne l'accès à l'eau potable se concentre essentiellement dans les ménages pauvres et ceux résidant en milieu rural. L'accès à l'assainissement très faible affecte de façon inégale



L'eau potable, source de vie est un droit pour les populations, la preuve, le beau sourire de cet adolescent face à ce liquide vital

litaire les communautés. Pour sa part, l'accès à l'assainissement très faible (30%) au Burkina Faso affecte de façon inégale les communautés. La grande majorité de la population (70%) n'a pas de latrines, ce qui maintient les populations les plus pauvres, la couche majoritaire de la population, dans la pratique de la défécation à l'air libre. Ceci affecte l'état de santé de toute la communauté à travers la contamination permanente de l'environnement en fèces humaines. La présence de matières fécales dans presque l'ensemble des localités du pays compromet la santé publique et favorise la survenue des maladies diarrhéiques, respiratoires et parasitaires, ainsi que la détérioration de l'état nutritionnel des enfants (via les diarrhées et l'entéropathie tropicale). L'absence de latrines constitue un risque pour les femmes et les filles, puisque dans un souci de préservation de leur intimité, elles sont obligées d'aller de plus en

plus loin pour leurs besoins, ou parfois d'attendre la nuit, les exposant ainsi aux agressions physiques et / ou sexuelles, et au risque d'attaques par des animaux comme des reptiles. Quant à l'impact économique, il a été estimé que le Burkina Faso perd 86 milliards de F CFA (environ 145 millions USD) chaque année à cause d'un mauvais assainissement via des morts prématurés, la perte de productivité à cause de maladies, les dépenses de santé additionnelles, et le temps perdu à la recherche d'un endroit pour ceux qui n'ont pas de latrine.

Et ce coût est probablement une sous-estimation, car le coût des flambées épidémiques, de la pollution des eaux, des effets sur le développement cognitif des enfants ainsi que le tourisme dans le pays ne sont pas inclus. Il apparaît que les privations relatives à l'accès à l'eau et à l'assainissement relevées ci-dessus, constituent beaucoup plus le fardeau des populations pauvres et celles de milieux ruraux qui ont des capacités très limitées à payer ces services sociaux du fait de la faiblesse de leurs revenus □

## COHESION SOCIALE AU BURKINA FASO

### « Dialogue sans frontières » recommande la culture de la paix

Une conférence publique dont l'objectif est la consolidation de la cohésion sociale a été organisée à Tenkodogo, le samedi 30 mars 2019 par l'Association « Dialogue sans frontières », en partenariat avec la Fondation Hanns Seidel. Pour atteindre cet objectif, quatre thèmes traitant du dialogue des cultures et des religions ont été développés pour les participants.

Connaître son histoire peut être source de cohésion sociale et de paix entre les fils et filles du Burkina Faso. Telle est la conviction de l'association Dialogue sans frontières et de son président l'ambassadeur, Philippe Savadogo. Pour l'association, il s'avère utile de découvrir ou de redécouvrir la richesse culturelle qui foisonne dans toutes les zones du Burkina, et le vivre-ensemble entre plusieurs cultures. C'est dans cette logique que l'association a décidé d'organiser cette troisième conférence (après celles de Bobo-Dioulasso et Zorgho) sur le thème : « Burkina Faso : face aux défis sécuritaires, renforcer la cohésion sociale ». Pour la région du Centre-Est, à laquelle l'histoire d'une grande majorité de la population burkinabè est intimement liée, quatre communications ont été proposées aux populations : histoire du Zoungren-tenga et peuplement du Boulgou ; Burkina Faso, terre de migrations et d'émigrations ; histoire de la religion chrétienne en Haute-Volta ; parenté et alliance à plaisanterie entre Bissa et Yadsé.



Pour le président de l'association, on doit avoir à l'esprit que nous venons tous de quelque part et on finit par adopter un pays, une région

Il est ressorti de la communication sur le peuplement de la région du Centre-Est, que cette région a accueilli de nombreux peuples venus d'horizons divers. Des communautés qui, une fois installées sur cet espace, ont su développer des initiatives pour le vivre-ensemble. Le Pr Alain Daboné a souligné que les mariages, les



Les participants ont suivi avec attention les communications à la conférence

échanges, l'influence sociopolitique et l'assimilation culturelle ont concouru à la création des ensembles sociopolitiques et culturels plus ou moins homogènes. Cet état de fait, le colonisateur l'avait si bien compris, en créant le cercle de Tenkodogo depuis 1922, soit 3 ans seulement après la création du territoire de la Haute-Volta, une structure administrative englobant toutes les communautés de l'actuel Centre-

Est. Sur le plan religieux, la naissance de l'église au Burkina Faso est partie de Koupéla. D'où l'appel lancé aux populations du Centre-Est, d'évoquer le passé non par nostalgie, mais pour se plonger dans l'introspection afin de susciter l'action. Pour Philippe Savadogo, l'action c'est la culture de la tolérance, l'amitié entre les peuples. « Nous devons apaiser nos cœurs, nos esprits et nos dynamiques », a-t-il ajouté. Pour lui, l'association n'affirme pas que la cohésion sociale n'existe plus dans le pays des Hommes intégrés, mais comme l'ont dit les conférenciers, il y a des menaces, des possibilités de dérapages. On ne doit donc pas attendre que la situation se dégrade avant d'agir. Alors, « Dialogue sans frontières » utilise le dialogue qui est un facteur « de rapprochement extraordinaire » entre les familles et les peuples. Le président Philippe Savadogo et son association pensent après cette conférence, avoir remis les clés à la jeune génération pour lui permettre de le comprendre □

Mahamadi NONKANE  
(Correspondant)